

Olivier Maingain avec le chat Musso dans sa maison de Woluwe-Saint-Lambert, en Région bruxelloise :
« Certains parcours enseignent qu'il faut connaître l'épreuve de la plus grande adversité pour révéler ses vraies capacités d'action et de résistance. »

PHOTO RONALD DERSIN

OLIVIER MAINGAIN

On l'a dit souffrant, diminué par la maladie. Et Olivier Maingain admet qu'il a été affaibli par une « grave infection », qu'il a subi plusieurs hospitalisations. Mais le président de DéFI « ose croire que cette page est définitivement tournée ». C'est avec la verve qu'on lui connaît que le meilleur orateur du Parlement fédéral commente l'actualité de cette rentrée politique. Son fleuret semble parfois moucheté, mais ce n'est là qu'une illusion causée

SORT SES GRIFFES

par l'élégance de son expression, nourrie par son goût pour la littérature. Plus exactement, quand cet « addict » de la politique se passionne pour un débat, il fait plutôt dans la frappe chirurgicale...

BIEN REMIS APRÈS UN IMPORTANT PROBLÈME DE SANTÉ, LE DÉFENSEUR DES FRANCOPHONES CHOISIT PARIS MATCH POUR SA RENTRÉE





DÉTOUR PAR LA BIBLIOTHÈQUE

Le président de DéFI dans son bureau-bibliothèque et avec son épouse, Hélène Navarre, une traductrice d'origine toulousaine.



Dans sa maison de Woluwe-Saint-Lambert, le bureau où travaille Olivier Maingain fait aussi office de bibliothèque. S'y trouvent rangés des biographies et des récits d'hommes célèbres qu'il admire. De Gaulle, Churchill... Des personnages dont il loue la détermination et la lucidité: « Il n'y a d'homme d'Etat que celui qui ose affirmer ses convictions, à contrecourant si nécessaire de l'opinion publique la plus défavorable. Certains parcours enseignent qu'il faut connaître l'épreuve de la plus grande adversité pour révéler ses vraies capacités d'action et de résistance. Certaines personnes ont un sens de l'histoire qui se couple avec une force de caractère que l'on espérerait plus répandue dans le monde politique. » Mais de l'admiration, le président de DéFI en éprouve aussi pour des hommes d'aujourd'hui. Par exemple, il ne tarit pas d'éloges pour le livre « Debout l'Europe », ce « manifeste pour une révolution postnationale en Europe » co-écrit, il y a quelques années déjà, par Daniel Cohn-Bendit et Guy Verhofstadt. Il nous confie avoir « beaucoup d'admiration » pour ce dernier: « Cet ancien Premier ministre a vécu une magnifique transformation. S'éloignant fort du "baby Thatcher" des années 80, il est devenu l'une des voix les plus audacieuses, les plus courageuses en Europe. Il a su libérer sa parole. Il ose dire les choses exactement comme il les ressent, c'est-à-dire de manière plus vraie. C'est le cas aussi de Cohn-Bendit qui n'hésite pas à balayer dans son propre camp politique, notamment pour défendre la construction européenne. La politique a besoin comme de pain de personnes qui ne sont pas des béni-oui-oui. » Dans la bibliothèque d'Olivier Maingain, il y a aussi beaucoup de romans. Il nous en parle dans l'entretien qu'il nous a accordé, confirmant ce que savent tous les passionnés de littérature: la fiction est source de bien de réflexions sur la réalité, la vie, le destin, les hommes, la société...



OLIVIER MAINGAIN

« DE WEVER ET SES SEMBLABLES AFFAIBLISSENT PLUS LE RAYONNEMENT DE LEUR LANGUE ET DE LEUR CULTURE QU'ILS NE LES RENFORCENT »

UN ENTRETIEN AVEC MICHEL BOUFFIOUX

Paris Match. Il y a moins d'un an, le FDF a été rebaptisé « DéFI ». Comment se porte le bébé ?

Olivier Maingain. C'était le 13 novembre 2015 ! Une date qui restera malheureusement dans les mémoires, puisque ce fut aussi celle des attentats de Paris... Malgré ces circonstances dramatiques qui ont occulté la communication sur notre changement de nom, je dirais que l'opération a globalement réussi.

« J'ai subi quatre hospitalisations et l'inquiétude était grande (...) Contrairement à ce qui a parfois été véhiculé par la rumeur, je ne suis pas atteint d'un cancer »

Une simple action de marketing ?

Loin de là ! Il s'est agi d'affirmer plus encore le caractère généraliste de notre parti. Ce nouveau nom est aussi porteur d'une identité moderne, novatrice, ce qui a été reconnu par plusieurs experts en communication.

En Région bruxelloise, le fief historique de feu le FDF, vous vous maintenez très bien. Par contre, la percée que vous espériez en Wallonie se fait attendre...

Il y a un conservatisme politique en Wallonie que je qualifierais de pré-occupant. Pour des partis novateurs sans être radicalement contestataires – je dis cela par rapport à des mouvements d'extrême droite ou d'extrême gauche qui jouent plus sur l'émotion que sur des arguments de raison –, il est très diffi-

cile de bousculer le paysage. Je reste confiant. Nous allons devoir mieux travailler à faire émerger nos leaders wallons. Ce sont des débutants en politique qui viennent de la société civile. Nous n'avons pas cherché à débaucher des mécontents d'autres partis. Forcément, ils ne sont pas encore connus, mais je crois en eux. Si l'on veut conduire à un changement profond de la manière de faire de la politique, il faut le faire avec des personnalités nouvelles.

Vous vous situez au centre-droit ?

On peut dire cela si on se réfère à l'axe idéologique traditionnel, mais il n'est pas toujours très pertinent. Ce qui nous caractérise surtout, c'est que nous sommes tout sauf un parti conservateur ! C'était déjà le cas sous l'appellation FDF. Par exemple, le tout premier parlementaire belge à avoir déposé une proposition de loi dépénalisant l'avortement était un élu de notre parti.

DéFI s'affirme « libéral-social », mais n'est-ce pas déjà le credo du MR ?

Le libéralisme social n'est plus à l'ordre du jour au MR ! Cette orientation existait quand nous étions le partenaire de ce parti. De temps en temps, Richard Miller est chargé de rappeler qu'il est le porte-parole de cette tendance. Mais on sent bien qu'il interprète un rôle sur commande. Je ne conteste pas la sincérité de l'homme, mais son discours est devenu marginal.

Qu'est-ce qui vous différencie de votre ancien allié ?

Nous avons le courage de nos convictions.

Par exemple ?

Nous sommes le seul parti qui a osé expliquer avant les élections qu'il serait nécessaire de retarder le départ à la retraite. Par honnêteté intellectuelle, par respect des électeurs. Le MR, lui, n'a pas annoncé la réforme des pensions, n'a pas annoncé le saut d'index, et disait pis que pendre de la N-VA...

pour en arriver à s'allier aux nationalistes flamands après le scrutin. C'est une énorme escroquerie ! En ce qui nous concerne, on peut constater une constance et une cohérence.

Faire travailler les gens plus longtemps, c'est « social » ?

Réaménager le système de retraites pour le préserver, c'est éminemment social. Mais on ne peut pas prendre ce type de mesure s'il n'y a pas en parallèle des mesures d'accompagnement très importantes reconnaissant la pénibilité d'un certain nombre de métiers. Or, rien n'a été fait à ce jour ! Daniel Bacquelaine a « encommissionné » le problème. Il fallait régler cette question d'équité sociale avant de lancer effectivement la réforme des retraites. Voilà la différence d'approche essentielle entre les conservateurs de droite qui sont au pouvoir et les libéraux sociaux que nous sommes.

On a parlé de la santé de DéFI, mais qu'en est-il de la vôtre ? On a laissé entendre que vous étiez très malade...

Je vais être très franc. Contrairement à ce qui a parfois été véhiculé par la rumeur, je ne suis pas atteint d'un cancer. J'ai fait ce qu'on appelle une pancréatite d'origine biliaire. C'est en effet une maladie assez imprévisible mais à la suite des soins très attentifs qui m'ont été donnés, j'ose croire que cette page est définitivement tournée.

Une mauvaise passe ?

Oui, incontestablement. L'infection était très grave. J'ai subi quatre hospitalisations et l'inquiétude était grande. Mais je suis un combattif. Aujourd'hui, je suis de nouveau d'attaque.

Vous êtes passé par des moments où vous avez réfléchi au sens de l'existence ?

Il y a des heures où il est vrai que l'on se demande si on a consacré assez de temps à des espaces de vie plus personnels et plus intenses. Maintenant, je dois être honnête avec mes proches et avec moi-même : j'ai des doutes sur ma



« Ceux qui, comme les nationalistes flamands, prônent l'homogénéité des peuples, tourment le dos à l'Histoire. »

capacité à changer de rythme. Je me suis toujours

beaucoup investi dans mon activité politique, je ne vois pas la vie autrement.

Quel est le moteur de cet engagement ?

Je suis porté par mes convictions. Je suis curieux...

Vous avez 58 ans, vous pourriez être curieux d'autre chose que de politique !

Quand on est engagé en politique, on vit avec le sentiment que si l'on abandonne, ce serait une forme de lâcheté, une trahison par rapport aux convictions que l'on veut défendre. C'est cela qui fait que l'on continue à se battre, parfois un peu au-delà de ses limites physiques.

Avez-vous connu la crise de la cinquantaine ?

C'est amusant que vous me posiez cette question.

Pourquoi ?

Je viens de lire un très beau roman de Philippe Claudel qui évoque précisément cette question. Cela s'appelle « L'Arbre du pays Toraja ». L'auteur traite du sens de la vie, de l'amour, de l'amitié, de la thématique du retour aux sources, passé le cap de la cinquantaine. Comment un homme se réinvente, comment il arrive à se projeter dans l'avenir alors qu'il a pu croire que tout est déjà joué, comment aussi il retrouve une cer-

taine forme d'authenticité, celle de sa jeunesse.

Vous êtes donc passé par là ?

Pas vraiment... Même si, dans la cinquantaine, je le reconnais, il y a le choc de se rendre compte que l'essentiel de sa vie active est passé. Avec pour corollaire l'idée que l'on doit peut-être se montrer plus sélectif dans le choix de ses activités et engagements... J'évoque ici une réflexion que je me suis faite. En réalité, je ne me suis pas montré capable de ralentir. On verra bien ce que réservera l'avenir. Peut-être connaîtrai-je plus la crise de la soixantaine ?

Il y a une pile de romans sur votre bureau. Vous lisez beaucoup ?

Oui, et j'annote énormément. Quand j'en trouve le temps, souvent le week-end, je recopie les phrases qui m'ont interpellé dans des petits carnets de citations que je conserve précieusement.

L'un des livres qui se trouvent ici a-t-il nourri votre réflexion politique ?

Ils sont nombreux, mais pour parler d'une lecture récente (il prend un livre se trouvant sur son bureau), je citerais bien ce magnifique essai de Paul Veyne consacré à Palmyre – si je puis oser cet anachronisme, la « Venise du désert » –, l'antique cité caravanière qui avait laissé tellement de vestiges irrem-

plaçables dans le désert de Syrie. Des traces d'une richesse culturelle ancestrale qui ont été détruites, bafouées, par l'organisation terroriste Etat islamique. C'est un livre-réquisitoire contre l'idéologie du repli sur soi, un livre sur l'ouverture à autrui. L'auteur nous explique notamment que « le chauvinisme culturel, invention du XX^e siècle, n'avait pas cours dans l'Antiquité ». Palmyre était un lieu de brassage de populations où s'était développée une bourgeoisie qui s'accommodait fort bien des va-et-vient d'une population nomade provenant de nombreux endroits et pratiquant diverses religions. Tout cela déboucha sur un syncrétisme culturel remarquable. Avant la guerre, j'ai eu la chance de me rendre dans cette ville. J'ai eu le bonheur de voir Palmyre avant qu'elle ne soit victime de destructions barbares. Ce voyage m'a marqué, comme le livre de Veyne.

Quel est l'enseignement principal que vous en tirez ?

Ceux qui, comme les nationalistes, prônent l'homogénéité des peuples, tournent le dos à l'Histoire.

Le nationalisme, un moyen démagogique de conquête du pouvoir ?

Bien entendu ! Avec la circonstance aggravante que les marqueurs du nationalisme sont le refus de la diversité, le refus du partage, le refus de la solidarité. Il faut aussi comprendre que la vraie dimension du nationalisme politique, sa nature profonde, c'est l'égoïsme économique.

Ne pourrait-on parler en l'espèce de « stupidité économique » ?

C'est en effet un calcul à court terme. On croit qu'en protégeant un territoire – en l'occurrence, celui de la Flandre est petit et peuplé d'un nombre très relatif d'habitants –, on arrive à préserver une prospérité, alors que celle-ci ne se construit que dans des partenariats justes et équilibrés. Il n'y a pas de prospérité dans l'isolement.

Donc, les nationalistes flamands se trompent sur le plan historique, sur le plan économique...

Et sur le plan culturel ! La force d'une culture, et même celle d'une langue, ne se construit pas dans le repli. Ceux qui ne comprennent pas cela sont de très mauvais serviteurs de la cause qu'ils prétendent défendre. De Wever et ses semblables affaiblissent plus le rayonnement de leur langue et leur culture qu'ils ne les renforcent. (Suite page 44)

Cette thématique du repli sur soi nous conduit fort logiquement à évoquer le Brexit...

On constate en effet que les mécanismes qui sont utilisés par ceux qui veulent diviser et affaiblir sont toujours les mêmes : nationalisme, repli identitaire, xénophobie. Le tout mâtiné d'escroquerie intellectuelle. Dans l'affaire du Brexit, le premier ministre anglais, David Cameron, n'a pas hésité à prendre le risque de précipiter son pays vers ce gouffre parce qu'il voyait dans le référendum un moyen de régler un problème interne à son parti politique ! Alors que tous les leaders qui ont porté le Brexit n'avaient d'autre volonté que de déstabiliser profondément l'Union européenne, de mettre à mal le modèle européen. Ce n'était pas que l'affirmation de la souveraineté du Royaume-Uni. Que les Britanniques sortent, tant pis pour eux, ils en assumeront les conséquences ! C'est qui me fait enrager, c'est le risque de tache d'huile sur le continent.

« Il faut en finir avec ces discours antieuropéens souvent hypocrites et toujours démagogiques »

Il est vrai que l'Europe, telle qu'elle est, ne fait plus guère l'unanimité ?

Tous ceux qui veulent balayer l'Europe telle qu'elle existe n'osent pas reconnaître qu'ils veulent mettre à mal le modèle européen de solidarité. Il n'y a pas d'avenir pour l'Europe sans cette notion de solidarité. Elle doit encore s'amplifier. Malgré certaines erreurs, l'Europe reste le plus grand projet d'intégration politique qui ait été tenté et c'est la plus grande réussite d'un projet de solidarité sur un continent.

Oui, mais la concurrence sociale entre Etats, la concurrence fiscale, ce sont là aussi des réalités !

Il s'agit là de vraies questions, mais il faut bien les poser. On doit bien en comprendre les ressorts. Ce qu'il faut remettre en cause, c'est le refus des différents gouvernements, des Etats qui composent l'Union, d'avancer vers une plus grande harmonisation. Ce n'est pas l'institution européenne qui est en cause, c'est ce que les membres de l'Union en font. Il faut en finir avec ces

discours antieuropéens souvent hypocrites et toujours démagogiques.

Et la question de la démocratie ? Le Parlement européen pèse-t-il assez sur la Commission ?

Le jour où l'Europe disposera d'un président élu au suffrage universel, cela fonctionnera mieux. Il y aura aussi plus d'adhésion populaire parce que les électeurs participeront à un choix plus direct, plus concret. Il faut qu'une personne soit investie de la confiance de la communauté des peuples européens, ce qui lui donnera une légitimité pour mener une politique sociale et économique ambitieuse à l'échelle du continent.

Raphaël Glucksmann déclarait récemment : « Je suis convaincu que l'idée européenne est l'avenir, mais je suis aussi profondément convaincu que la Commission Juncker et sa génération ne sont pas l'avenir. »

Je partage ce point de vue : la Commission européenne apparaît un peu aujourd'hui comme un lieu de recyclage d'ex-ministres au gré de la volonté des deux grands groupes politiques (socialiste et social-chrétien) qui dominent l'assemblée parlementaire et se partagent les influences au sein des institutions de l'Union. Cela dit, on ne peut se limiter à une discussion sur les personnes : il est essentiel de concevoir un système de démocratie représentative plus directe en Europe. Ce serait plus lisible pour les citoyens.

Le manque de lisibilité, c'est un reproche que l'on fait aussi à la politique belge. Quoique... La coalition en place n'a-t-elle pas le mérite d'éclaircir le jeu en ne mélangeant plus des partis de gauche et de droite ?

Je parlerais plutôt d'un gouvernement flamand avec un otage francophone. Et donc, en effet, d'un gouvernement de droite conservatrice, puisque c'est là l'état de la majorité de l'opinion en Flandre. Si les francophones devaient reproduire à l'avenir l'erreur actuellement commise par le MR de participer à ce genre de coalition, ils perdraient définitivement toute influence dans l'Etat belge.

Selon une recommandation récente de la Banque nationale de Belgique (BNB), le gouvernement fédéral devrait trouver 8 à 9 milliards d'euros d'ici à 2018, si la Belgique veut préserver son objectif d'équilibre budgétaire... Que feriez-vous à la place de Charles Michel ?

Aucune majorité ne pourrait retrou-

ver l'équilibre budgétaire dans le délai imparti. Il faudra sans doute deux à trois ans de plus et donc je négocierais un délai avec l'Europe pour donner à la Belgique le temps de recréer les conditions de la croissance. A la place du Premier ministre, je tiendrais bien plus compte des conseils des économistes, qui ne cessent en effet de rappeler que sans croissance économique, on ne peut espérer une résorption du déséquilibre budgétaire.

L'économie redémarre, non ?

Pas vraiment : on atteint péniblement le 1,5 % de croissance du PIB, alors qu'il faudrait dépasser les 2 %. On paie le choix ultraconservateur de ce gouvernement qui n'a qu'une seule conception du soutien à la croissance économique : la compétitivité des entreprises. Bien sûr, il faut aider celles-ci à assumer le choc de compétitivité par rapport aux Etats étrangers en termes de charges salariales, mais ce n'est pas le salaire net du travailleur qui est l'ennemi de la compétitivité. Ce sont plutôt les charges salariales qui doivent être payées par l'employeur. Il y a un raccourci assez malhonnête qui a été fait en communiquant sur des « salaires trop élevés ». Et donc, déjà, le gouvernement Di Rupo avait bloqué les salaires. C'est une grave erreur, mais il est vrai que le cœur de l'ex-Premier ministre ne saigne que quand il a quitté les affaires... Avec en surplus un saut d'index, l'actuel gouvernement est resté sur cette ligne de ne pas libérer les salaires, alors qu'il faudrait plutôt doper la croissance économique en soutenant aussi le pouvoir d'achat des ménages.

Les entreprises ne doivent-elles pas être compétitives pour exporter ?

Certainement, mais là n'est pas le seul levier de croissance, comme le considère ce gouvernement. La crise internationale est là. Notre balance commerciale hors Union européenne reste largement déficitaire. La Belgique n'est pas un pays très exportateur quand il s'agit de destinations plus lointaines. Or, si l'on compare les charges salariales hors UE avec les nôtres, nous ne saurions être compétitifs. C'est pour cela qu'il faut aussi rechercher la croissance économique grâce au pouvoir d'achat. D'ailleurs, l'Allemagne et le Royaume-Uni l'ont compris. Le gouvernement Merkel a revalorisé substantiellement les bas salaires.

Mais le gouvernement Michel prétend que les petits et moyens salaires ont été



« Je dois être honnête avec mes proches et avec moi-même : j'ai des doutes sur ma capacité à changer de rythme... »

augmentés en Belgique grâce au tax shift.

Je vous invite à lancer un appel à vos lecteurs !

Lequel ?

Dans des débats, j'ai entendu promettre des augmentations pouvant aller jusqu'à 140 euros nets par mois pour certaines catégories de revenus. Si vous trouvez un salarié qui a gagné 140 euros nets en plus par mois grâce à la réforme fiscale, qu'il vienne me montrer sa fiche de paie et je lui offrirai le champagne ! C'est un mensonge du gouvernement. J'ai fait faire les calculs : il y a, selon les tranches de revenus, entre 30 et 60 euros nets en plus par mois. Il y a peut-être une ou deux tranches de revenus qui se rapprochent des 80 euros, mais il faut aussi retrancher le saut d'index et les autres pertes (augmentation des accises, augmentation de la TVA sur l'électricité). En prenant en compte des dépenses raisonnables (deux bouteilles de vin par mois, des déplacements modérés en voiture), il reste entre 17 et 30 euros par mois tout au plus pour certaines tranches de revenus... Le gouvernement n'a pas fait de véritable réforme fiscale, alors que c'était l'un des

grands engagements du MR avant les élections. Je me souviens d'un débat à RTL TVI, peu de temps avant le scrutin, où Charles Michel faisait monter les enchères avec Paul Magnette. Le premier allant jusqu'à promettre une augmentation des salaires de 300 euros net par mois ! C'était invraisemblable, mais le MR a abusé de la crédulité de certains électeurs.

« Ce gouvernement est prisonnier d'une vision de l'économie très N-VA, liée à une partie influente du patronat flamand »

Selon vous, à qui profite la politique menée par le gouvernement Michel ?

A un milieu relativement restreint d'entrepreneurs qui peuvent miser sur l'exportation. Moi, j'aurais réalisé des réductions de charges pour les employeurs dans des secteurs ciblés, créateurs d'emplois peu délocalisables (construction, services aux personnes, horeca au sens large...).

Pourquoi le gouvernement rechignerait-il ?

Ce gouvernement est prisonnier d'une vision de l'économie très N-VA, liée à une partie influente du patronat flamand qui se pose chaque année la même question : comment se portent les exportations au travers du chiffre d'affaires du port d'Anvers ? Ce n'est pas à négliger, mais là n'est pas le seul vecteur de développement économique de la Belgique. Ce gouvernement privilégie la politique de l'offre (compétitivité des entreprises) en négligeant la politique de la demande (soutien aux investissements, à la demande intérieure par le pouvoir d'achat...). Il faut travailler sur ces deux aspects en même temps de manière raisonnée, c'est cela la complexité de l'économie telle qu'on doit l'envisager aujourd'hui. L'autre grande faiblesse de la coalition fédérale, c'est qu'elle ne cherche pas à harmoniser les intérêts de toutes les couches de la population. Le gouvernement Michel divise beaucoup les communautés, mais il divise en termes de classes sociales, de catégories de travailleurs. On ne peut créer le climat de croissance économique si l'on n'a pas d'abord créé le climat de confiance dans la population. ■